N° 1851. — 5e Année — CINQ CENTIMES — Lundi 6 Novembre 1893

RÉDACTION & ADMINISTRATION :
ROUBAIX, rue du Vieil-Abreuvoir, N° 12
TOURCOING, rue VERTE, 56

PRIX DES ABONNEMENTS
ROUBAIX-TOURCOING
mois, 4 fr. 50. — Un an, 18 fr.
NORD et départements limitrophes
3 mois, 6 fr. — Un an, 24 fr.

L'abonnement continue sauf avis contraire.

L'AVENIR DE ROUBAIX-TOURCOING

Journal Républicain Quotidien

PRIX DES ANNONCES
ANNONCES. . . . . 0 fr. 25 la ligne
RÉCLAMES. . . . . 0 fr. 50
FAITS DIVERS. . . . . 0 fr. 75
LOCALES. . . . . 1 fr. 00

Les annonces seront reçues aux bureaux du Journal et à Paris, à l'agence Havas, place de la Bourse, 10.

TÉLÉPHONE

VOTE DE LA REPRISE DU TRAVAIL

Dans le Pas-de-Calais

Les FÊTES de WATTIGNIES

Les Responsabilités

On lit dans le *Progrès du Nord* :

Les néfastes conseillers qui, le cour léger, ont conduit les ouvriers mineurs au lamentable désastre dont nous sommes aujourd'hui les témoins attristés, se rendent compte enfin de la terrible responsabilité qu'ils ont assumée. Ils commencent à avoir conscience du rôle véritablement criminel qu'ils ont joué dans la déplorable grève qui vient de finir.

Et ils essaient de faire diversion. Ils tentent de rejetter sur les autres tout ou partie de leurs propres fautes. Et au lieu de courber humblement la tête sous le poids de leur culpabilité, ils ont l'audace de s'ériger en accusateurs.

Oui, le *Réveil du Nord* se pose en grand calomnié, et il prédite, sans d'ailleurs y changer un seul mot, la série d'accusations qu'il avait déjà dirigées contre le *Progrès* et contre son attitude dans la grève du Pas-de-Calais.

Nous avons déjà répondu à ce réquisitoire, et nous avons fait justice des prétendus griefs qu'il contenait.

Mais le *Réveil*, lui, s'est bien gardé de contester — et pour cause — un seul des faits que nous lui avons reprochés, à lui et à ses amis de la *Petite République française*.

Il garde le silence, quand nous lui rappelons quel esprit exclusif et mesquin il s'est appliqué à faire prévaloir dans la direction du mouvement gréviste.

Il garde le silence lorsque nous rappelons son intolérance jalouse à l'égard du *Progrès du Nord*, au début de la campagne; lorsque nous rappelons cette funeste mesure d'ostracisme, prise à son profit et sous son inspiration, et qui atteignait non pas seulement le *Progrès*, comme il le dit, mais tous les journaux sans exception, mais les journaux les plus avancés eux-mêmes, comme la *Justice*, le *Radical*, le *Rappel*; comme la *Lanterne*, dont le rédacteur, M. Briant, qui avait commencé une série de conférences dans le bassin houiller, fut immédiatement rappelé à la suite de cette inique décision.

Il tergiverse et balbutie, lorsque nous lui disons : « Vous avez sacrifié les intérêts des mineurs à vos misérables intérêts de boutique, vous avez voulu monopoliser la direction de la grève à votre avantage; vous avez tout fait pour écarter le concours utile et loyal que les journaux indépendants offraient aux grévistes; vous n'avez pas permis à aucune influence autre que la vôtre et celle de vos amis de s'exercer en faveur d'une solution pratique et d'un arrangement honorable.

« Par votre impéritie, par votre égoïsme, par vos violences, et pour la satisfaction de vos passions haineuses, vous avez précipité la population ouvrière du Pas-de-Calais dans la plus navrante des aventures.

« Vous en porterez la responsabilité devant tous les honnêtes gens, devant tous les malheureux petits commerçants que vous avez à demi-ruinés, et devant les mineurs eux-mêmes. »

Ah ! le Congrès de Lens a pu hier voter des remerciements au *Réveil du Nord*, à la *Petite République française*, et à leurs amis les orateurs révolutionnaires. Nous sommes bien certains qu'avant peu ce ne sont pas des félicitations que les mineurs adresseront à tous ces gens qui les ont si indignement leurrés et trompés; mais les plus sanglantes malédictions.

Lorsque dans quelque temps, les mineurs feront un retour sur le passé, lorsqu'ils supprécieront froidement et en toute liberté d'esprit le rôle néfaste joué par les politiciens du *Réveil* et de la *Petite République*, ils comprendront que leurs véritables et sincères amis ne sont point ceux qui crient si fort leur amitié, et qui ne songent qu'à l'exploiter au profit de leurs spéculations politiques ou particulières; ils reconnaîtront qu'il y avait, en dehors des révolutionnaires et des agités qui les ont accaparés pendant ces sept dernières semaines, des républicains sincèrement dévoués à leur cause, et qui auraient défendu leurs intérêts avec autrement de succès et d'efficacité, si l'on n'avait pris à tâche de les tenir obstinément à l'écart.

Les politiciens lillois, parisiens et gascons, qui s'étaient emparés du bassin houiller, ne se sonciaient guère malheureusement du triomphe des revendications grévistes.

Ils n'avaient qu'un but, de l'aveu même de MM. Jules Guesde et Marcel Sembat : faire de la propagande socialiste.

Ils savaient bien que toutes leurs violences, toutes leurs intempérances de langage, toutes leurs déclamations révolutionnaires, ne pouvaient que compromettre la cause qu'ils prétendaient servir.

Ils n'ignoraient pas qu'en dirigeant le mouvement gréviste aux cris de : A bas Dupuy ! en déversant à pleines bouches les injures et les outrages au gouvernement de la République et à ses ministres, aux gendarmes et à nos soldats, ils rendaient presque impossible l'intervention gouvernementale auprès des Compagnies.

Ils comprenaient parfaitement qu'ils faisaient ainsi le jeu des Compagnies, et qu'ils conduisaient fatalement les ouvriers à la défaite et à la capitulation.

Que leur importait ?

Périssent les mineurs, pourvu que la Révolution triomphe !

Ce cri, les écrivains et les orateurs du *Réveil* et de la *Petite République* ne l'ont pas poussé; mais il ressortait de leurs écrits et de leurs discours, il était au fond de leurs pensées.

En vérité, ces odieux politiciens sont de bien grands coupables, et l'indignation vous monte au cœur à voir leur sénérité et leur audace devant les misères et les ruines qu'ils ont accumulées !...

Georges ROBERT.

LA PROPOSITION CLEMENCEAU

Le *Temps* explique et précise, dans les termes qui suivent, le caractère de la proposition de M. Clémenceau :

Il est un principe sur lequel les hommes d'opinions les plus divergentes devraient assez aisément s'accorder.

Ce principe est celui-ci : la presse se doit à elle-même, elle doit au public et au pays, lorsque circonstance grave se présente, d'exercer sur l'opinion, et par l'entremise de celle-ci, Et comment y parviendrait-elle, sinon en se dépouillant pour un temps de ses préjugés, en s'abstenant de ses querelles quotidiennes, en se mettant enfin, à la façon des croyants, dans l'état de grâce » qui lui permet de recevoir sans pâché la visite de l'esprit saint. C'est-à-dire, pour le cas qui nous occupe, de rétablir avec sincérité la vérité toute nue, et non point cette vérité de convention qu'inventent pour les besoins de leurs ambitions les politiciens en quête d'emploi et les journalistes ordinaires à la réclame ?

Qu'on ne s'y trompe pas : la presse fermée n'est point si étrangère à cette conception de sa mission éducatrice qu'on serait parfois tenté de le croire. Elle sait fort bien, lorsque l'intérêt supérieur du pays est en jeu, imposer silence aux rivalités de parti et mettre dans ses manifestations une discipline qui surprend les gens accoutumés à ces invectives journalières. Chacun se souvient encore de sa remarquable tenue lors de l'incident Schœnebelé ; chacun sait quelle unanimité elle a apporté plus récemment dans l'expression de ses sympathies pour nos amis du Nord. On sent, aux moments de crise nationale, passer dans tous les rangs un souffle puissant de concorde et de patriotisme.

Eh bien, nous voudrions que dans les crises intérieures, elle témoignât du même souci des intérêts généraux du pays, d'un sentiment égal de ses devoirs d'un besoin évident de justice. Il n'est que trop facile de montrer à quel point des grèves comme celles du Pas-de-Calais intéressent la France jusqu'à plus profond de son être. Sans même parler des nombreux désordres matériels qui se sont produits, une pareille grève frappe le commerce et l'industrie dans leurs cordes vitales ; elle condamne à de longs mois de souffrances physiques et morales des populations nombreuses à qui elle est pour tous, ouvriers et patrons une cause d'affaiblissement prolongé, une source d'animosités et de suspicion durables ; elle est, au premier chef, un malsocial digne d'éveiller l'attention éclairée de tous les politiques.

Oui, certes, la presse a un rôle ; et un grand rôle, à tenir en semblable occurrence : quand un conflit aussi lamentable éclate à l'improviste, elle devrait s'attacher aussitôt, par des informations impartiales, à fixer ses origines proches ou lointaines, à déterminer, à part équitable de responsabilité qui incombe, soit aux patrons, soit aux ouvriers, à produire enfin, par l'accumulation de preuves irréécusables, un courant d'opinion propre à influencer utilement les adversaires en présence.

Oui, certes, des hommes de toutes nuances peuvent coopérer, par la sincérité de leurs enquêtes, à cette œuvre bienfaisante, — hors ceux cependant qui ne cherchent d'autre profit, au de telles occasions, que la mobilisation de leurs contingentalistes. Oui enfin, la presse réussirait par là à rendre à voix souveraine, à contraindre les mauvaises volontés, à concilier les intérêts opposés, car le jour où elle se serait appliquée à faire la lumière intégrale, elle se serait mise plus suspecte à quiconque d'abord à l'esprit de parti et aucune corporation, aucun syndicat, aucune compagnie, et pulsamment celle-ci, ne pourrait plus négliger ces avertissements.

Petites Nouvelles

L'empereur d'Allemagne abandonne Berlin comme résidence impériale à partir du mois d'avril ; la résidence de l'empereur sera Postdam.

☆
☆

Il existe en France un survivant de la bataille de Navarin, M. Martin Hunold, né à Sennecy-le-Grand, le 11 novembre 1811. Il habite actuellement St-Maral (Saône-et-Loire).

☆
☆

La population de La Flèche est menacée de voir sa population diminuer rapidement ; depuis trois semaines, on n'a constaté qu'une seule naissance sur une population de 10,000 âmes.

☆
☆

Les échevins de Bruxelles viennent de décider de pourvoir leurs corps de sapeurs-pompiers de vélocipèdes.

☆
☆

Chez les Esclavons, on croit que les vampires ne sont autre chose que les morts qui sortent de leur tombe pour sucer le sang des vivants. Quand ils soupçonnent un mort de se livrer à cet exercice, on ouvre le cercueil et on perce le cœur du mort avec des épingles ou des épines.

FIN DE LA GRÈVE DES MINEURS

DANS LE PAS-DE-CALAIS

La situation samedi matin

La situation s'est peu modifiée depuis hier. Le chiffre des grévistes qui était de 11,027 est samedi matin de 9,433.

La nuit de vendredi à samedi a été très agitée dans les concessions de Liévin et de Bruay seulement; partout ailleurs le calme le plus complet a été constaté.

Mines de Liévin

Aux mines de Liévin des groupes par nombreux de grévistes ont, vers deux heures du matin, commencé à circuler aux abords des fosses cherchant surtout à barrer les routes qui donnent accès à cette année trois afin d'empêcher notamment les ouvriers des villages voisins de se rendre au travail.

La gendarmerie et les dragons ont dû à plusieurs reprises intervenir pour disperser les grévistes.

TROIS ARRESTATIONS

Trois mineurs qui avaient passé des billets anonymes portant ces mots : « Pas de concession, attention aux lâches » sous les portes des ouvriers de la cité du numéro trois, ont été mis en état d'arrestation.

Ce sont les nommés Thomas Montigny, 23 ans, Désiré Sampy, 20 ans et Berton Florimond, 34 ans, tous mineurs à Liévin.

Menaces à un délégué

Le citoyen Dilly, adjoint au maire et délégué du syndicat des mineurs, a trouvé sous sa porte, la nuit dernière, un billet ainsi conçu :

« Fainéant, tu vas sauter à la dynamite ! A bas le syndicat ! mort aux voleurs ! »

Ce billet était signé : « Un groupe d'ouvriers trompés. »

Mines de Bruay

C'est dans la concession de Bruay que la nuit a été la plus agitée. Voulant suivre l'exemple de bon nombre de leurs camarades des autres charbonnages qui ont repris le travail la plupart des mineurs de Bruay voulaient ce matin entrer dans la mine. Mais ils ont été empêchés par des bandes importantes de grévistes postés le long des routes et aux extrémités des corons.

Un mineur nommé Hippolyte Dupont, a été arrêté auprès de la fosse numéro 3, pour entraver à la liberté du travail et violences sur un militaire. Les rondes de service d'ordre ont dû à plusieurs reprises opérer des charges sur les grévistes afin de les disperser à travers champs.

Explosion de dynamite
A BAUVIN

La nuit dernière, à Bauvin, vers onze heures et demie, une cartouche de dynamite a fait explosion, n'occasionnant que des dégâts matériels.

Cette cartouche aurait été déposée par un mineur gréviste du Pas-de-Calais, sur la fenêtre d'une maison habitée par un mineur ayant repris le travail.

LE CONGRÈS DE LENS

La fin de la grève

Le Congrès des délégués des sections du Syndicat des ouvriers mineurs du Pas-de-Calais s'est réuni le samedi quatre novembre, salle Gossart, à Lens, sous la présidence du citoyen Dalby, président du Syndicat, assisté des citoyens Lamendin, secrétaire général, Evrard, secrétaire-adjoint, Malaigé, trésorier-comptable.

Après appel nominal des délégués présents et examen de la situation de la grève, l'ordre du jour suivant a été mis aux voix :

Le 14 septembre, les délégués réunis comme aujourd'hui en Congrès, décidèrent, par mandat spécial de leurs commettants, qu'il y avait lieu de se mettre en grève simultanément dans toutes les exploitations houillères du Pas-de-Calais.

Le but poursuivi de cette décision était que l'engagement conclu à Arras le 30 novembre 1891 n'était plus tenu par les patrons; de plus, les ouvriers approchant de l'âge où ils auraient droit à la retraite étaient congédiés sous le plus futile prétexte. Les salaires étaient frauduleusement réduits; les travailleurs avaient usé leurs forces au service des compagnies et étaient jetés sur le pavé.

Notre grève, commencée le 18 septembre, achève maintenant sa septième semaine. Il n'a été tenu nul compte de nos justes réclamations. Les compagnies y ont, d'un commun accord, répondu par une dédaigneuse fin de non recevoir et elles ont refusé de se soumettre à la loi nouvelle qui, en pareils cas, prescrit l'arbitrage.

Par contre, elles ont en recours envers nous aux manœuvres les plus odieuses et déloyales, aux provocations les plus injustifiables.

Les gouvernants actuellement à la tête de la République ont tout d'abord épousé leur cause, mis à leur service la gendarmerie, l'armée, les tribunaux.

Depuis sept semaines, notre région est en état de siège ; il n'y a plus à notre égard ni loi, ni droit. Nous vivons sous un régime de peuple conquis. Les routes nationales nous sont interdites ; nos domiciles sont violés; on nous poursuit à coups de lance et à coups de sabre.

Sur désignation d'un directeur de la mine ou de l'un de ses subalternes, on nous empoigne, on nous enchaîne, on nous traîne en prison. Nos femmes, nos mères ne sont pas plus épargnées. C'est par dizaines que l'on compte les arrestations de chaque jour. Et voilà que, n'ayant pas, malgré toutes ces horreurs, réussi à nous terroriser on nous assassine à coups de revolver, en attendant que l'on use des fusillades.

Nous avons, sept semaines durant, fait appel à l'opinion publique, à la France. Des députés socialistes sont venus nous soutenir, nous encourager. Ils ont raconté dans la Presse l'oppression que nous endurons et notre lutte. Leur voix pas mieux que la nôtre n'a été entendue.

Il semble pourtant qu'aujourd'hui l'on s'émeuve ; mais c'est trop tard ; nous sommes à bout de forces, à bout de misère ; il nous faut courber la tête, avouer que nous sommes vaincus, subir sans conditions le despotisme du capital, enfermer dans nos cœurs l'espoir d'une prochaine revanche.

Mais la démonstration est faite une fois de plus que le travailleur n'a nulle amélioration de son sort à espérer, nulle équité à attendre que d'une révolution sociale. Cela nous ne l'oublierons pas et avant de retourner à notre dur et sombre labeur, nous remercions les orateurs socialistes qui avec nous ont fraternisé, les journaux qui nous ont soutenu et en particulier notre organe le *Réveil du Nord* et la *Petite République Française* qui, jusqu'au bout ont lutté pour le triomphe de notre cause.

En conséquence le Congrès prononce aujourd'hui quatre novembre pour la reprise générale du travail.

* * *

Cet ordre du jour a été adopté par 38 voix contre 16 et un bulletin blanc.

Le Congrès a ensuite nommé une commission de secours composée de un membre de chaque compagnie. Cette commission s'est réunie aussitôt sous la présidence de M. Basly. Elle a décidé d'accorder un premier secours aux victimes de la grève, c'est-à-dire aux ouvriers congédiés et aux familles de ceux qui sont en prison pour faits de grève.

Ce secours sera de *quinze francs* par ouvrier plus un supplément de *deux francs* pour la femme et *un franc* par tête d'enfant non travaillant.

Une enquête sera faite pour assurer la parfaite équité de la répartition des secours.

Outre les personnes désignées pour la formation du Comité central de secours, sera constitué dans chaque compagnie sous la présidence du délégué du comité central assisté d'un membre du conseil d'administration du syndicat une commission locale de cinq membres laquelle sera désignée par les délégués de la section.

Voici les noms des membres, du comité central ou l'on peut s'adresser.

MM. Henri Dormoncourt, de Liévin — Mallet jeune, de Carvin — Hallez Augustin, d'Ostricourt — Lemal Arthur, de Bléquin — Obin Omer, de Bourges — Cadot Henri, de Bruay — Malaquin J., de Courrières — Vincent Noël, de Lens — Delaleau Désiré, de Noeux — Pérot Alfred, de Marles — Malaquin Adolphe, de Meurchin — Crammer Auguste, d'Anzin — Castel Jules de Drocourt.

Au Conseil municipal d'Annœullin

Le Conseil municipal d'Annœullin a voté un crédit de deux francs pour venir en aide aux familles des grévistes de la commune.

La réunion des journalistes parisiens

Paris, 4 Novembre. — Cet après-midi, à 4 heures, au Grand-Hôtel, a eu lieu la réunion des directeurs des journaux parisiens, convoqués pour examiner la proposition de M. Clémenceau relative à la grève des mineurs du Pas-de-Calais. M. Hébrard représentait plus de 40 journaux quotidiens étaient représentés.

M. Clémenceau a d'abord développé sa proposition qui consistait à envoyer sur le terrain de la grève pour étudier la situation deux délégués républicains et un monarchiste.

M. Hervé a ensuite pris la parole pour faire remarquer que la question étant d'ordre économique, il n'y avait pas lieu de désigner des délégués par mandat politique.

A ce moment, un membre s'est levé et a donné lecture d'une dépêche annonçant la fin de la grève.

Un débat assez long et confus s'est alors engagé, après quoi M. Clémenceau a demandé lui-même l'ajournement de la discussion qui a été voté à l'unanimité. Un procès-verbal a été rédigé dans ce sens.

GLORIEUX CENTENAIRE RÉPUBLICAIN

LE MONUMENT DE WATTIGNIES-LA-VICTOIRE

M. Carnot à Maubeuge

WATTIGNIES

On va célébrer aujourd'hui devant le président de la République, le centenaire de Wattignies. Il y a longtemps que le monument est prêt, mais la montre officielle est cette fois singulièrement en retard. C'est le 16 octobre 1793 que Jourdan et Carnot vainquirent les Autrichiens de Cobourg. Or, au 16 octobre, dans la fièvre des fêtes russes, on songeait bien vraiment aux héros de la Révolution. Si c'est l'organisateur de la victoire revenait au monde, il serait plus qu'étonné d'apprendre que le motif qui a fait renvoyer à qu'année les hommages qui lui étaient dus, c'est qu'un petit fils, président de la troisième République, était occupé à échanger avec le tsar des télégrammes fraternels et à entendre les noces réciproques de l'hymne russe se marier aux clairons guerriers de la *Marseillaise*.

Il faut nous rejouir hautement de voir notre gouvernement, en possession d'un état civil régulier, traiter d'égal à égal avec les souverains de l'Europe. Mais ce n'est pas une raison pour se montrer ingrat avec les anciens qui nous ont fait ces loisirs. Il ne faut pas oublier que la première République a dû, obligée, elle, de lutter pour la vie et soutenant la guerre contre les rois. Et si elle est parvenue à la fin à leur imposer le respect de son nom et de ses principes, c'est qu'elle a su leur allonger à temps quelques-uns de ces bons coups de poitrine qui s'appellent Valmy, Jemmapes, Wattignies, Fleurus.

De ces quatre « glorieuses », Wattignies est peut-être la moins connue. Les événements, comme les hommes, ne sont pas toujours estimés ce qu'ils valent. Valmy, notamment, a, dans l'histoire, un peu trop tiré la couverture. Et pourtant Valmy ne fut qu'une canonnade où l'on cria beaucoup « Vive la nation ! » après quoi l'on accompagna avec toutes sortes égards, jusqu'à la frontière, nos bons amis les ennemis.

A Wattignies, comme à Valmy, la France était envahie. Valenciennes, Condé, Le Quesnoy se trouvaient au pouvoir des ennemis. Maubeuge succombait, la trouée de l'Oise était ouverte et les autrichiens n'avaient plus qu'à marcher sur Saint-Quentin et Paris.

A Valmy, l'armée de Dumouriez occupait les hauteurs et les prussiens ne firent que peu d'efforts pour l'en déloger. Autour de Maubeuge, où Cobourg avait concentré plus de 65,000 hommes, il avait couvert les points stratégiques de défenses formidables qui lui faisaient dire : « Ses français nous délogent d'ici, je deviens jacobin. »

Wattignies, c'est, avec Hondschoote, le commencement des grandes opérations militaires de la Convention. L'année 1793 avait débuté par des revers dus à l'indécision des uns, à la trahison des autres, aux pratiques routinières de la vieille tactique, qui aimait les opérations isolées, les combats lents et méthodiques où toutes les forces de la nation s'épuisaient, s'émiettaient en détail.

Comme Thiers l'a remarqué très justement ce fut la Révolution qui, en excitant une patrie de sucès extraordinaire, suggéra l'idée des irruptions soudaines et nombreuses sur un même point. Cette tactique nouvelle et révolutionnaire, la foule en avait eu l'instinct bien avant que les hommes en mêtre en l'aient couverte en formules savantes science livresque. « De tous côés on disait : Il faut nous battre en masse. C'était le cri des soldats sur toutes les frontières et des jacobins dans les clubs. » C'est ce que répondaient les représentants en mission aux arguments des hommes de guerre élevés à l'ancienne école; c'est ce que répéta Barrère à la tribune de la Convention. C'est ce que compte Carnot, qui eut moins à créer qu'à saisir, utiser ce grand mouvement populaire. « Ainsi en formant des masses, en les remplissant d'audace, en les affranchissant de toute routine, en leur imprimant l'esprit et le courage des innovations, la Révolution prépara la renaissance de la grande guerre. »

A ce point de vue, la bataille de Wattignies est aussi une révélation. Avec une rapidité merveilleuse, Jourdan, qui n'avait que 18,000 hommes, triple ses forces par les contingents qu'il fait venir des camps voisins. Les attaques isolées des premiers jours échouent parce qu'elles sont décousues, sans lien, sans vue d'ensemble. Mais quand on a trouvé la clef des positions ennemies, quand on se résout à faire converger, par un mouvement concentrique sur Wattignies, toutes les forces dont on dispose, les Autrichiens ne peuvent tenir nulle part devant cette furie révolutionnaire; ils lèvent le siège de Maubeuge et repassent la Sambre.

C'est à ce moment enfin qu'on voit paraître sur la scène la brillante pléiade de généraux qui devront tout à la Révolution. Aux officiers d'ancien régime, comme Colline Beaumarais, Dumouriez, le Comité de salut public substitue audacieusement les Hoche, les Jourdan, les Marceau, c'est-à-dire des généraux qu'elle improvise, qu'elle tire en quelques mois des rangs les plus obscurs. Hoche, servent aux gardes-françaises à la prise de la Bastille, simple officier au siège de Dunkerque, est appelé d'emblée au commandement de l'armée de la Moselle. Jourdan, qui avait fait comme simple soldat la guerre d'Amérique, reprend du service en 1792. Il met juste un an pour franchir tous les grades, devenir général en chef de l'armée du Nord et remporter avec Carnot la victoire de Wattignies.

Et quelle modestie trait jusqu'à quand il est malheureux ou disgracié ! Tandis qu'un Dumouriez cherche à jouer les jacobins en attirant les Autrichiens sur notre terre pour leur livrer le ministre de la guerre et les envoyés de la Convention, Jourdan se contentera simplement reprendre à Limoges son métier de mercerie. Il se contente, pour toute vengeance, d'accrocher au fond de sa boutique son uniforme de général en chef, jusqu'au jour où l'on a de nouveau recours à ses services.

Les honneurs qu'on rendra aujourd'hui à ces hommes et à de tels souvenirs n'ont assurément rien d'excessif, et le président de la République, en saluant la mémoire de son grand-père, pourra saluer en même temps une victoire que Napoléon appelait « la plus beau fait d'armes de la Révolution ».

André BATZ.

LE MONUMENT

Entre d'un sculpteur très connu le monument qu'on inaugurera aujourd'hui se compose d'un socle très élevé, en granit que surmonte la statue d'un volontaire de 92 et sur le coté duquel se trouve un superbe groupe de bronze, d'un très beau mouvement représentant Lazare Carnot, le général Jourdan et la conventionnel Duquesnoy, au moment où, se rencontrant sur les hauteurs de Glageon, ces deux derniers proclamaient le triomphe obtenu.

M. Fagel a fort heureusement tenu, d'après des documents authentiques trouvés au ministère de la guerre et datant de l'époque, les physionomies de Lazare Carnot et de Jourdan.

Au dessus de ce groupe principal et la dominant, une silhouette de grande allure représente un volontaire agitant son fusil et son bonnet, en signe de la victoire remportée par les derniers fidèles de Cobourg.

Enfin, une troisième figure rappelle le petit tambour Strauh, frère obscur de Bara, dont le nom n'a jamais été inscrit nulle part, et qui, comme lui, tombe victime de son intrépidité, pendant l'attaque de Dourlers.

Le sculpteur M. FAGEL

Cette œuvre d'art digne du glorieux événement dont elle doit consacrer le souvenir, digne de cette héroïque armée du Nord et du grand ancêtre de M. le Président de la République, dont l'activité et le génie secoururent Wattignies les portes de la France aux Autrichiens du prince de Cobourg, est due à la collaboration de deux artistes de talent, Léon Fagel, sculpteur et M. Dubert, architecte.

M. Léon Fagel, aussi revient la principale part dans cette œuvre magistrale non seulement par le groupe, mais encore par le mouvement des figures, par le souffle patriotique qui y respire et par l'ampleur le relief qui donne le groupe. M. Léon Fagel est un enfant du Nord.

Il est né à Valenciennes. Elève de Cuvelier et de Fache, il remporte tait le prix de Rome en 1870, était hors concours en 1883 et obtenait